



HAL
open science

Les dégâts sont irréversibles. Et maintenant qu'allons-nous faire ?

Jimmy W. Arterberry, Lotte Arndt, Annette Arkeketa

► To cite this version:

Jimmy W. Arterberry, Lotte Arndt, Annette Arkeketa. Les dégâts sont irréversibles. Et maintenant qu'allons-nous faire?. Trouble dans les collections , 2021, 2. halshs-03407759

HAL Id: halshs-03407759

<https://shs.hal.science/halshs-03407759v1>

Submitted on 29 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Trouble dans les collections, numéro 2 (septembre 2021)

Les dégâts sont irréversibles. Et maintenant qu'allons-nous faire ?

Jimmy W. Arterberry (interviewé), Lotte Arndt (intervieweuse) et Annette Arkeketa (images)

Alors que la pression des militant.e.s exhortant les musées européens à rendre les parties contentieuses de leurs collections a récemment permis quelques cas de restitution d'objets et de restes humains, principalement à des pays africains, les expériences dans les pays ayant connus une colonisation interne, et où la législation sur le rapatriement est souvent en place depuis plusieurs décennies sont rarement prises en compte. Aux États-Unis, des milliers de rapatriements se sont déroulés dans le cadre de la loi fédérale sur la *protection et le rapatriement des tombes des américains natif.ve.s* (Native American Grave Protection and Repatriation Act – NAGPRA), adoptée en 1990.

Dans le cadre de cette loi, les traitements des objets culturels avec des substances potentiellement dangereuses n'a pas été mentionné par le Congrès américain dans la première version édictée. En 1993, le Département de l'Intérieur n'a également pas intégré cette problématique lorsque l'exécution de NAGPRA a été actée. C'est seulement en 1995, lorsqu'il a promulgué la loi, que le Département de l'Intérieur a exigé la déclaration de tout traitement connu à l'étape de rapatriement du processus de conformité de la NAGPRA. La disposition suivante a été incluse suite à la recommandation faite par un commentateur suivant la publication de la loi proposée :

« Les responsables du musée ou les fonctionnaires de l'agence fédérale doivent prévenir les destinataires des rapatriements de tout traitement connu relatif aux restes humains, objets funéraires, objets sacrés ou objets du patrimoine culturel avec des pesticides, des conservateurs ou d'autres substances représentant un risque potentiel pour les objets ou les personnes manipulant les objets¹. »

Dans cet entretien, Jimmy W. Arterberry, ancien administrateur (2015-2019) et ancien agent de la préservation historique de la Nation comanche (1999-2015), revient sur les rapatriements qu'il a accompagnés dans le cadre de la loi. Il s'appuie sur ses amples expériences en préservation historique, en application de la loi, en éducation et en consultation intergouvernementale. Il aborde particulièrement les transformations des objets culturels et religieux par la conservation et les traitements aux biocides dans les musées fédéraux.



Jimmy Arterberry en discussion sur deux paires de pantalons comanche avec Deborah Confer, employée au musée, University of Colorado Museum, Boulder, Colorado, 2003. Annette Arkeketa: *Muh-duu' Kee: Put Them Back*, Hokte Productions 2004, Filmstill.

Lotte Arndt : Jimmy, pourriez-vous présenter le travail que vous avez mené sur le rapatriement en tant qu'agent de la préservation historique de la Nation comanche ?

Jimmy Arterberry : Je suis un professionnel des musées. J'ai reçu mon diplôme en gestion des musées (2009) à l'université de l'Oklahoma, et ma licence en Études amérindiennes (2001) à l'Université des Sciences et des Arts de l'Oklahoma. Je suis également artiste, diplômé en art bidimensionnel (1994) et en muséologie (1994) de l'Institute of American Indian Arts.

Dans le cadre de la loi fédérale sur la *protection et le rapatriement des tombes des américain.e.s natif.ve.s* (NAGPRA, 1990), de nombreuses tribus ont développé des programmes dédiés aux ressources culturelles. Mon premier rôle auprès de la Nation comanche a débuté il y a vingt ans, quand j'étais consultant. Je réalisais alors une étude sur la propriété culturelle, ce qui m'a mené à la loi NAGPRA et à la conservation historique au sens large. En 1999, j'ai été désigné officiellement, puis confirmé en 2004, par ma tribu, les Comanches, pour représenter la Nation sur les questions de rapatriement. Je travaille de façon indépendante, mais en étroite collaboration avec les ancien.ne.s de la communauté, les

chef.fe.s religieux.es traditionnel.le.s et les spécialistes culturel.le.s alors que j'avais dans ma recherche. J'ai fait du travail de terrain, j'ai beaucoup voyagé dans le but d'élaborer un inventaire des biens de notre nation, de reconstruire notre histoire et d'esquisser les plans pour le rapatriement. Nous nous sommes concentré.e.s sur la culture matérielle qui entrait dans le cadre de la loi NAGPRA : cela comprenait des objets sacrés de funérailles et d'inhumation, mais l'objectif principale étaient les restes humains. Notre travail cherchait à les rapatrier, à les ramener sur leurs lieux d'origine et à les enterrer là-bas.

Faire face au cadre juridique n'est pas une mince affaire. Beaucoup de choses sont sacrées, mais elles ne sont pas comprises dans ce que la loi définit comme rapatriable. Pour qu'un rapatriement ait lieu, les objets doivent correspondre aux termes de la législation. Certains artefacts que nous considérons comme sacrés ne peuvent pas être rapatriés car nous n'avons pas de preuve directe de vol ou de violence : la façon dont les éléments ont été appropriés compte dans la demande de rapatriement. Nous avons des cas où des membres de la tribu ont fait don d'objets aux musées pour s'assurer qu'ils n'entrent pas en possession d'autres personnes. Mais cela ne signifie pas qu'ils ne sont pas considérés comme sacrés ! Ils sont liés intimement à une personne, et ils ne devraient pas être exposés dans un musée.

LA : Quelle a été l'attitude des musées par rapport à vos visites et demandes ? Ont-ils soutenu le travail des Nations ?

JA : À ce moment-là, les musées avaient déjà soumis leurs inventaires avec des informations sur les collections. C'était le travail des tribus de les consulter, de se rendre dans les institutions et d'examiner les objets. Les professionnel.le.s des musées étaient présent.e.s pour faciliter notre accès et nos échanges avec elles et eux concernant les rapatriements que nous demandions.

Personnellement, je pense que ces artefacts ne devraient pas se trouver dans les musées. Ils auraient dû être rendus depuis longtemps. En tant qu'artiste, je me retrouve souvent dans la situation où quelqu'un me demande de faire une paire de mocassins au moment du décès d'une personne. Ils seront mis en terre lors de l'enterrement, car ils appartiennent au défunt et ne devraient pas être vues par autrui. Ce sont des objets très personnels. Désormais, ce sont les tribus qui doivent porter ce poids. Que devons-nous faire de ces objets ? Ils n'auraient jamais dû se trouver dans les musées. Devons-nous les rapatrier et en assumer dès lors la responsabilité financière et sociale ?

Certains de ces artefacts devraient clairement être rendus à leurs communautés, pour être utilisés, dans le cadre de l'enseignement et comme une façon d'honorer les traditions.

Toutefois, la plupart des objets rapatriés sont associés à des individus. Ils n'ont pas d'utilité religieuse au-delà de cette connexion. Ils ne sont pas sacrés dans la vie quotidienne, seulement à certains moments de la vie d'une personne. Pour chaque culture et chaque objet, la situation est différente et doit être considérée avec attention.



Jimmy Arterberry et Theodore Villicana lors d'une étude par géoradar de tombes non-marquées au cimetière de la mission Deyo, Comanche County, Oklahoma, 2003. Annette Arkeketa: *Muh-duu' Kee: Put Them Back*, Hokte Productions 2004, Filmstill.

LA : Pourriez-vous nous donner une idée du nombre de rapatriements que vous avez accompagnés pendant votre travail dans ce domaine ?

JA : J'ai passé près de vingt ans à voyager et à étudier les collections muséales. Souvent, nous examinons les archives photographiques sans voir les objets physiquement, car ils n'entraient pas dans la catégorie du patrimoine rapatriable. Par exemple, j'ai récemment parlé au gestionnaire de la loi NAGPRA au sujet de sifflets en os d'aigle et d'éventails en plumes d'aigle. Nous sommes nombreux à penser qu'ils devraient être rendus aux Comanche, mais l'histoire est complexe. Pendant la période de la réserve, pas tous ces objets n'avaient été confisqués. Certains membres de la tribu en avaient fait don, ou ils ont été offerts en cadeau. Ce n'était pas du vol, car ils savaient que les objets seraient traités avec soin. Pour moi, ils sont tous sacrés, peu importe d'où ils viennent et comment ils ont été pris. Mais dans le cadre de la loi NAGPRA, nous ne pouvons pas les rapatrier.

Vous pouvez aussi vous demander ce que vous allez faire de milliers de ces objets. Il faut faire preuve de bon sens. Je pense qu'il est important qu'ils soient disponibles pour que les gens comprennent notre histoire, dans le contexte de l'histoire américaine. Ils peuvent être utilisés à des fins éducatives. Nous avons une histoire avant la colonisation ; nos traditions étaient déjà là, et nous devons offrir ces informations pour préparer la génération prochaine à

comprendre comment nous en sommes arrivé.e.s là afin d'éviter que ces violences ne se répètent.

LA : Quand est-ce que vous êtes-vous rendu compte qu'il y avait un problème avec les collections contaminées ?

JA : Par mes études en muséologie, en particulier à l'Institute of American Indian Arts, j'avais connaissance de l'utilisation de produits chimiques et pesticides sur les objets. Mais l'ampleur des traitements ne m'était pas connue, et elle n'a été révélée que tard dans le processus. Pendant plus de vingt ans, nous avons voyagé à travers le pays pour rapatrier des restes humains afin de les ré-enterrer. J'ai emmené un groupe d'ancien.ne.s comanche à New York et Washington DC, et nous sommes allé.e.s voir la collection George Gustav Heye à la Smithsonian Institution, dans le Bronx, et le National Museum of the American Indian à Washington DC. C'était aux alentours de 2002-2004. Pendant cette période, personne ne nous a dit de ne rien toucher et d'être vigilant car les objets pouvaient être toxiques.

Je me suis rendu compte qu'il y avait un problème après avoir commencé les visites fréquentes des collections des musées. J'ai l'habitude de toucher mon visage, de boire du café lorsque je discute ou que je suis dans mes pensées en visitant les réserves. Personne ne nous a dit « Ne touchez à rien. Si vous le faites, portez des gants. Lavez-vous les mains, ne touchez pas votre visage. » À un moment, j'ai commencé à avoir des symptômes, qui ressemblaient à une allergie – un nez rouge, la peau irritée... Je n'ai compris que plus tard qu'il y avait un lien entre les objets traités et ces symptômes.

Entre le moment où j'avais commencé à travailler avec la tribu sur les questions de restitution et engagé des professionnel.le.s en mettant en œuvre la loi, et jusqu'à ce que je me rende compte de la toxicité potentielle des collections, environ cinq ans avaient passés. À partir de là, dans tout travail impliquant la manipulation ou la visite des collections, je me suis assuré que tout le monde travaillait avec un équipement de protection personnelle. Lorsque j'ai compris ce que je faisais, j'ai commencé à dire à tout le monde : « Ne touchez à rien ! »

LA : Est-ce que les musées ont réagi à vos symptômes causés par les traitements toxiques ?

JA : Je n'en ai jamais parlé à ce point-là. J'ai changé la façon dont j'approche les choses à un niveau personnel et avec les ancien.ne.s, à qui j'ai demandé de porter un masque et des gants. Je suis devenu une sorte de gardien pour les protéger, et ça a marché. Je me sentais responsable d'elles et d'eux. Je voulais m'assurer qu'elles et ils étaient en sécurité. Mais je n'ai jamais dit aux musées que j'avais été malade parce que j'avais touché les objets.

LA : Pensez-vous que la toxicité a été utilisée comme un argument pour refuser le rapatriement ?

JA : Il est possible que ça se produise, mais ça ne nous est pas arrivé. Nos visites avaient pour but de voir ce que les musées avaient dans leurs collections. S'ils nous avaient dit que les objets étaient trop toxiques pour être vus, nous aurions perçus ça comme une provocation. Nous aurions sûrement répondu : « Nous pouvons porter un masque ! » Ces objets sont liés à nous, vous ne pouvez pas garder pour vous ce que vous nous avez pris. Cela aurait été un affront. À chaque étape, nous rencontrons ce genre d'obstacles. Nous devons défendre nos positions !



Au bord de fleuve Arkansas, au Colorado, Bureau of Land Management, propriété fédérale. Alors que l'agence fédérale a refusé le statut de site protégé, Jimmy Arterberry et ses collègues ont pu négocier une signalisation identifiant le lieu comme un site funéraire. Annette Arkeketa: *Muh-duu' Kee: Put Them Back*, Hokte Productions 2004, Filmstill.

LA : Comment les Nations gèrent-elles le risque de toxicité ?

JA : C'est une question difficile. Les objets doivent être testés scientifiquement, un par un, pour voir quels contaminants et polluants ils comportent. La plupart des musées n'ont pas de registre sur les traitements généralisés, et encore moins pour des objets individuels. Le processus de test n'est pas seulement coûteux et chronophage ; les tribus sont fermement opposées à toute méthode invasive sur des objets religieux, qu'il s'agisse de prendre des échantillons d'ADN ou d'autres méthodes biologiques. Elles voient les tests comme une violation supplémentaire de la dimension religieuse et culturelle des artefacts. Les tribus sont protectrices avec ces objets, pour de très bonnes raisons. Ironiquement, dans ce cas, elles ignorent souvent que les examens peuvent nous protéger.

C'est un vrai dilemme : d'un point de vue culturel, tout test effectué sur ces objets est problématique. Toucher les objets religieux d'un individu est un geste très envahissant. Mais si l'on ne les teste pas, on ne sait pas s'ils représentent un risque. Il a fallu une génération pour changer les attitudes sur cette question. Mes aîné.e.s ne voulaient pas entendre parler de contamination et de rapatriement car elles et ils parlaient du principe qu'aucun de ces objets ne devaient être dans des musées. Par conséquent, une contamination ne pouvait pas se

produire. Elles et ils auraient dit « laisse tomber » ; et ne se seraient pas battu.e.s pour ça. Toutefois, avec le temps, elles et ils se sont peu à peu rendu.e.s compte qu'il fallait que l'on en parle. C'est comme un secret de famille à propos d'un traumatisme. Tout le monde le sait, mais personne n'en parle. Nous savons pourtant que la parole est réparatrice.

Pendant le processus, nous avons évolué et sommes maintenant plus ouvert.e.s aux tests. Cela n'a rien à voir avec des vérifications en lien avec les pratiques culturelles : nous savons ce que nous croyons ! Nous n'avons pas besoin de la science pour nous le dire. Dans ce domaine, les tests restent une violation de l'espace de nos pratiques culturelles et du sacré. Nous voulons juste savoir si toucher un objet est sûr pour les membres de la communauté. Désormais, nous ne touchons à rien jusqu'à ce que nous sachions si c'est sûr ou non.

LA : Votre description montre clairement que la question difficile posée par les examens toxicologiques est plus largement liée à la violence engendrée par l'exposition des objets dans des musées. La dimension chimique n'est-elle alors qu'un aspect des conséquences toxiques de la conservation dans les musées ?

JA : Je vais vous raconter une histoire. Disons que mon grand-père était un grand chef religieux, qui m'a transmis son savoir pour perpétuer la tradition. Il m'a offert le savoir et la pratique lors d'une cérémonie, et ce savoir ne doit pas circuler au-delà de ce cadre. Si les gens touchent et regardent les objets, cela peut être considéré comme une forme de viol : nous parlons d'objets qui ont été volés ou pris contre notre gré, qui sont intimement liés à notre existence sacrée. Tout type de manipulation est vu comme très envahissant. Nous ne voulons pas toucher ces objets, nous ne voulons pas qu'ils soient touchés, et nous n'avons pas besoin qu'ils le soient. Malheureusement, tout le monde ne pense pas ainsi, même aujourd'hui. Le manque de connaissance demeure énorme. Nous avons besoin de plus d'éducation sur ce sujet. Nous avons besoin que les gens comprennent notre situation culturelle et qu'ils respectent notre histoire.

LA : À présent, il y a un débat revivifié sur la réparation par le rapatriement. Voyez-vous des indices que les musées reconnaissent leur histoire violente et qu'ils vont adapter leurs pratiques ?

JA : Le 4 juin 2002, je me suis rendu à Washington DC pour témoigner au procès devant le Comité des affaires indiennes du Sénat des États-Unis². Ma tante m'a alors dit que je devais clairement exprimer dans mon intervention que la société coloniale a changé nos traditions pour toujours et qu'elles ne pourront jamais être remplacées ou réparées. Cela a changé nos cultures pour toujours ! Les dégâts sont irréversibles. La question qui se pose est ce que nous allons faire maintenant ? Nous ne pouvons pas réparer le mal qui a été fait : nous sommes obligé.e.s de changer, et nous devons apprendre à vivre avec ces dégâts.

La situation actuelle a évolué. Si nos ancêtres n'avaient pas accepté ces changements, même douloureux, nous ne serions pas ici aujourd'hui. Il est crucial que le changement vienne de la communauté même ; il ne doit pas être imposé. Heureusement, nos communautés comprennent mieux ces problématiques aujourd'hui et abordent ces sujets.

LA : Avez-vous vécu des situations où les communautés ne voulaient pas récupérer les objets ?

JA : Oui. Dans des situations qui placeraient un fardeau trop lourd sur les communautés, beaucoup de chefs de Nations décident de laisser les restes et les objets culturels dans les musées. Lorsque je travaillais sur le rapatriement, nous nous concentrons sur les restes humains. Le responsable de la tribu comanche pour les restitutions dans le cadre de NAGPRA m'a dit que les objets rapatriés sont transférés dans notre musée tribal. Cela soulève des questions épineuses, car ces objets ne peuvent pas non plus être exposés là-bas. Ils ne doivent pas être exposés, même dans nos propres musées. Devrions-nous les garder aux archives ? Les ré-enterrer ? Personnellement, je pense qu'ils devraient être ré-enterrés. Mais c'est également complexe, car si les gens savent où ils ont été enterrés, il y a un risque qu'ils retournent là-bas pour les déterrer. Certains restes refont surface, ce qui est très préoccupant. Si un traitement chimique touche un objet cérémonial, cela crée une charge et un risque supplémentaire.

Nous pouvons nous adresser à Washington et rappeler au gouvernement fédéral sa responsabilité de prendre soin des objets. Chaque tribu décide si elle veut récupérer ses objets ou si elle préfère qu'ils restent dans les musées. Je pense que certains objets qui devraient être auprès de nous, mais qui ne remplissent pas les conditions pour être rapatriés selon les termes de la loi, devraient être placés dans les archives. Tous les membres de nos communautés devraient avoir un droit d'accès permanent pour apprendre de ces objets, enseigner grâce à eux, et garder le contact. La charge financière devrait être fédérale. Nous sommes citoyen.ne.s, non seulement de notre Nation, mais aussi des États-Unis : nous payons des impôts comme tout le monde, et ce doit donc être la responsabilité du gouvernement fédéral. Ces décisions sont loin d'être simples : chaque tribu a une opinion différente sur le sujet. Ces questions compliquées seront là encore bien longtemps après que nous aurons disparu. Elles seront là pour toujours.

LA : Est-ce que l'ensemble des demandes sont faites par des tribus individuelles, ou y a-t-il des alliances et des collaborations ?

JA : Oui, beaucoup de demandes sont menées de façon collaborative. Pour nous dans le sud-ouest, les restes humains arrivaient souvent dans les musées à la même période. La plupart des tribus sont opposées aux tests ADN. À la place, nous formons des alliances et organisons ce que nous appelons des rapatriements intertribaux. Collectivement, avec près de vingt nations, nous demandons les restes rapatriables selon les termes de la loi NAGPRA. Parfois, une tribu en particulier en prend l'initiative et nous soutenons sa demande, car nous savons qu'ils ramèneront les restes. Parfois, nous ne savons pas à quelle tribu ces individus appartenaient à cause du manque d'information, mais nous savons qu'ils sont autochtones. Nous voulons qu'ils soient rapatriés ! Il ne s'agit pas pour nous de propriété : ils viennent de nos territoires, et nous travaillerions dès lors ensemble pour honorer notre histoire commune. Nous convergeons, et nous voulons respecter nos défunts et les laisser reposer.

Lorsqu'il s'agit de biens comanches, je ne fais une demande que lorsque je suis sûr de la situation. Je prends l'initiative uniquement quand nous pouvons fournir des preuves. Autrement, nous travaillons avec d'autres tribus et nous les laissons prendre la main. Nous sommes des Nations individuelles autonomes, mais nous avons des tribus affiliées. Chaque groupe doit trouver ce qui lui convient. Bien sûr, toutes les communautés ne voient pas les choses ainsi.



Emerson Niyah (grand-père de Jimmy Arterberry) et Fred Ticeahkie (Comanche) à Elm Springs, Camp Meeting, début du 20e siècle, Oklahoma. Annette Arkeketa: *Muh-duu' Kee: Put Them Back*, Hokte Productions 2004, Filmstill.

LA : Pouvez-vous identifier des moments charnières dans la manière de gérer les demandes de rapatriement par les musées ?

JA : Dans ma carrière, la consultation à la University of Colorado Boulder a été un processus difficile. Il s'agit de l'une des institutions qui ont très fortement résisté aux demandes. Ils ne voulaient pas rendre les restes humains. Il a fallu près de dix ans pour obtenir le rapatriement. La question de la propriété et de la toxicité est devenue importante pour moi à ce moment-là.

Durant cette période, ma sœur otoo Annette Arkeketa (de la tribu Otoe-Missouria de l'Oklahoma) a réalisé un film intitulé : « *Muh-Du Kee : Put Them Back* » (2004, 60 min), un documentaire qui me suit pendant le processus de consultation avec l'État du Colorado et les institutions fédérales pour rapatrier les restes des défunts comanches. Ce documentaire exprime mes positions concernant la protection des sépultures et le rapatriement dans le cadre de la NAGPRA, apporte la perspective d'archéologues, met en débat plusieurs options politiques et des solutions possibles. C'était à cette époque, dans le Colorado, que je me suis rendu compte que mes symptômes étaient liés aux objets qui étaient traités pour être conservés.

LA : Vous êtes également artiste. Pourriez-vous m'en dire plus sur votre travail ?

JA : Je produis des œuvres d'art traditionnel et contemporain, qui vont des mocassins pour bébé aux peintures à l'huile, travail du cuir, travail du bois... Certaines de mes œuvres font

partie de collections à travers le monde. Mais ce n'est pas ma profession ; je ne vends pas mon art pour gagner ma vie. Je crée pour la préservation personnelle et de la communauté, ainsi que pour perpétuer la tradition culturelle. Mon art concerne la préservation personnelle d'activités culturelles ; je cherche à transmettre entre générations, à créer un continuum de pratiques culturelles. Je cherche à raconter mon histoire par l'art pour que les générations futures puissent en hériter.

Cet entretien a été mené le 26 mars 2021. Nous adressons tous nos remerciements à Jimmy Arterberry, à Jacquetta Swift, la responsable du rapatriement à la Smithsonian Institution, au National Museum of the American Indian, ainsi qu'à Siska Genbrugge, AfricaMuseum, Tervuren, pour leurs généreuses contributions et la mise en contact.

NOTES :

¹ Native American Grave Protection Act, Subpart C, §10.10 Repatriation, https://www.ecfr.gov/cgi-bin/retrieveECFR?gp=&SID=e3a07b25434974d4d8adfcece1bc6d1c&mc=true&n=pt43.1.10&r=PART&ty=HTML#se43.1.10_110 (Traduction par les éditrices).

² Lors du 107^e Congrès, dans la deuxième section dédiée à la protection des lieux sacrés amérindiens puisqu'ils sont affectés par les engagements du département de la défense.

Jimmy Arterberry a été agent de conservation historique, responsable pour l'application de la loi NAGPRA (1999 – 2015) et administrateur tribal de la Nation comanche (2015- 2019). Il est membre de la Nation comanche, un érudit et éducateur amérindien reconnu, dont l'engagement pour la conservation historique est apprécié à travers le pays. En 1999, M. Arterberry a débuté sa carrière dans la conservation historique comme consultant pour la Nation comanche, en charge d'établir un relevé de la propriété culturelle traditionnelle à la Fort Sill Military Installation, dans l'Oklahoma. Par la suite, il a été engagé comme directeur de programmes environnementaux de la ville, du département, de l'État et au niveau fédéral. M. Arterberry a assuré la direction technique pour le programme Underground Storage Tank (UST), destiné à remédier aux déversements de déchets et matériaux dangereux. Il a donné son expertise sur les procédures de nettoyage de déchets solides, toxiques et dangereux, pour diminuer la pollution de sites situés dans des fiducies fédérales et dans des territoires tribaux. En 2004, M. Arterberry est devenu le référent délégué exécutif pour la consultation avec les organismes publics et la consultation intergouvernementale avec les agences fédérales, contribuant ainsi au développement de plusieurs accords en lien avec le traitement des ressources culturelles. La nomination du Comanche Indian Mission Cemetery, Fort Sill, Oklahoma au National Register of Historic Places au Centre des monuments nationaux promue M. Arterberry a été officialisée en 2013.

Annette Arkeketa est membre de la tribu Otoe-Missouria de l'Oklahoma et est également Muscogee Creek. Elle est réalisatrice indépendante de documentaires et propriétaire de Hokte Productions. Hokte Productions crée des documentaires qui présentent des leaders indigènes, des artistes, des communautés natives, l'activisme social et la culture populaire.

Article en anglais :

The damage is permanent. Now what are we going to do ?

Jimmy W. Arterberry and Annette Arkeketa (visuals)

While activists' pressures urging museums in Europe to reconstitute their collections have recently led to scarce cases of restitution of artifacts and human remains mainly to African countries, experiences from contexts with internal colonization, where repatriation legislation has existed for decades are surprisingly rarely taken into account. In the USA, thousands of repatriations occurred in the frame of the Native American Grave Protection Act (NAGPRA), a federal law that has been adopted in 1990.

The Congress did not address the treatment of cultural items with potentially hazardous substances when it enacted NAGPRA in 1990. Similarly, the Department of the Interior did not address this matter when the act implementing NAGPRA was proposed in 1993. Only in 1995, when it promulgated the final rule, the Department of the Interior required disclosure of any known treatments, and then, only at the repatriation stage of the NAGPRA compliance process. The following provision was included as the result of a recommendation made by one commenter during the comment period that followed publication of the proposed rule:

“The museum official or Federal agency official must inform the recipients of repatriations of any presently known treatment of the human remains, funerary objects, sacred objects, or objects of cultural patrimony with pesticides, preservatives, or other substances that represent a potential hazard to the objects or to persons handling the objects.¹

In this interview, the former Comanche Nation Tribal Administrator (2015-2019) and Tribal Historic Preservation Officer of the Comanche Nation (between 1999 to 2015) Jimmy W. Arterberry, revisits his experiences with repatriations in the frame of the law. He draws on his ample knowledge and experiences in historic preservation policies, law implementation, education, and government-to-government consultation, and specifically focuses on the transformations of cultural and religious items through conservation and biocide treatment in federal museums.



Jimmy Arterberry in discussion with museum staff Deborah Confer over two pairs of Comanche men's leggings, at the University of Colorado Museum, Boulder, Colorado, 2003.

Annette Arkeketa: *Muh-duu' Kee: Put Them Back*, Hokte Productions 2004, Filmstill.

Lotte Arndt: Jimmy, could you introduce the work that you conducted on repatriation as the Tribal Historic Preservation Officer of the Comanche Nation?

Jimmy Arterberry: I am a museum professional, my background is in museum administration, I received my bachelor in American Indian Studies (2001) from the University of Science and Arts of Oklahoma, followed by a M.A. in Museum Administration (2009) from the University of Oklahoma. But I am also working as an artist, and I hold a degree in two-dimensional Art (1994) and another in Museum Studies (1994) from the Institute of American Indian and Alaskan Natives Arts.

In the frame of Native American Grave Protection Act (NAGPRA, 1990) many tribes have developed cultural resource programs. My original role with the Comanche tribe came twenty years ago in the form of a consultant, to do a cultural property survey, which led me into NAGPRA and historic preservation in a broader sense.

I was appointed in 1999 and reaffirmed in 2004 officially through my tribe, the Comanche, to represent the nation on matters of repatriation. I worked independently, but I pulled from the community elders, traditional religious leaders and cultural specialists, to participate as I moved forward with my research with the cultural material. I did fieldwork, I traveled a lot in the aim to establish inventories of our belongings, reconstruct history and sketch plans for repatriation. We looked at a lot of material culture falling in line with NAGPRA: Funeral and burial sacred items, but the main focus was on human remains. Our work was about bringing the people home, taking them back to their original locations and bury them.

Dealing with the legal frame is far from easy. A lot of things are sacred but they are not included in what the law defines as repatriable. For repatriation to occur, the items have to comply with the terms of the law. Some of the matter that we hold sacred cannot be repatriated because there is no direct proof of theft or violence: the way the items were taken matters in the request for the return. There are cases of tribal members who gave the material to the museum, in order to ensure that the item would not be in the possession of another tribal member. But this does not mean that these items are not held very sacred to that individual. They are personal in nature and they shouldn't be on display in a museum.

LA: What was the museums' attitude towards your visits and requests? Did they support the work of the tribes?

JA: At that time, the museums had already submitted inventories with information on the collections. So it was up to the tribes to look through these inventories, to travel to the institutions, and have a look at the matter itself. The museum professionals were there to facilitate our access and exchange with us about what we considered should be repatriated.

I personally think that a lot of these things shouldn't be in museums. They should have been gone for a long time. As an artist I am often in the situation that somebody asks for a pair of moccasins for the pending passing of a person – those things are meant to go under the earth during the burial, they belong to the person, they are not meant to be seen, and put in a showcase. They are very personal items. Now it is the burden of the tribes to have to care for them. What shall we do with them now? They never should have been in the museums. Do we take them back and carry the financial and social responsibility for them? Some of the items should clearly be returned to the communities, be utilized, and used to learn from, and honor tradition.

But most things that have been repatriated are associated to individuals. There is no religious use beyond that connection. They are not sacred in daily life, only in some moments of a persons' journey. For each culture and each object, the situation is different, and has to be carefully considered.

LA: Can you give us an idea of the number of repatriations that you accompanied over the duration of your work on repatriation?

JA: I have spent about twenty years traveling and looking at material. Often we went through photo archives, but without seeing the items physically, because they do not fall into the category of repatriable heritage. For example, I was talking to the NAGPRA manager recently about eagle bone whistles and eagle feather fans. Some people think all this shall come back to the tribe. But history is complex. During the reservation period, not all of these items were confiscated; the individual tribal members gave some to the neighbors, or they were handed

over by gift, not by theft because people knew that the items would be taken care for. To me, they are all sacred no matter where they came from. But in the context of the NAGPRA law you cannot repatriate them. Also you can ask what would you actually do with thousands of these objects. You have to use some common sense. I think it is important that they are available for people to understand our history, also in the context of American history. They can be used for educational purposes. There is a history of life before colonization, our traditions have been here, and we need to hand down information to prepare the next generation to understand how we got here to avoid that these violent things repeat.



Jimmy Arterberry and Theodore Villicana during the ground penetrating radar survey for unmarked graves, Deyo Mission Cemetery, Comanche County, Oklahoma, 2003. Annette Arkeketa: *Muh-duu' Kee: Put Them Back*, Hokte Productions 2004, Filmstill.

LA: When did you start to realize that there was a problem with intoxicated collections?

JA: Through my studies in the field of museums, especially at the Institute of American Indian Arts, I had an idea about the use of chemicals and pesticides. But the extent of the treatment was not clear to me, and it was never fully disclosed until late in the process.

For more than 20 years, we traveled across the country to bring home human remains for reburial. I took a group of Comanche Elders to New York and Washington DC, and we went to the George Gustav Heye collection at the Smithsonian Institution, in the Bronx, and the National Museum of the American Indian in Washington DC. This was around 2002-2004.

During that window of time, nobody told us not to touch any item, and to be cautious because they can be toxic.

I realized that there was a problem years after having started the visits in the museum collections. I have a habit to touch my face, to take a sip of coffee, when talking or being in my thoughts while visiting the storages. Nobody told us “Don’t touch anything. If you do, wear gloves. Wash your hands, don’t touch your face.” At some point, I started to have symptoms, like an allergy – a red nose, irritated skin... And I realized only later that there may be a link between the treated objects and these symptoms.

From the time I began working with the tribe on NAGPRA matters and engaging professionals while implementing the law, and until I was fully aware of the potential toxicity of the various collections approximately 5 years passed. From this point forward any work related to the handling of or viewing of material collections I would ensure that everybody was using personal protective equipment. When I became aware of what I was doing, I started to tell people: “Do not touch anything!”

LA: Did the museums react on your symptoms caused by the toxic treatments?

JA: I never took it to that level. I changed the way I approached things on my personal level, and with the elders, whom I asked to wear masks and gloves. I became a kind of guardian, in order to protect them, and it worked. I felt responsible for them. I wanted to make sure that they are safe. But I never told the museums that I had been sick from touching the objects.

LA: Have you experienced that toxicity has been used as an argument to refuse repatriations?

JA: Probably this happens but it did not happen to us. Our goal during the visits was to see what the museums have. If they would have told us that these things are too toxic to see them, we would have considered that a provocation. We would have probably replied, “We can wear a mask!” These items are related to us, you cannot hold back from us what you have taken from us. There would have been a cultural challenge. In every step there are these challenges. You have to stand for your positions!

LA: How do the Nations deal with the risk of toxicity?

JA: This is a complex question. Items have to be scientifically tested one by one to see what contaminants and pollutants are contained in it. Most museums didn’t keep a record of the treatments in general, even less for individual items. Testing is not only a costly and time-consuming process. Tribes were also firmly opposed to the idea of any kind of invasive methods on religious materials, whether it was taking tiny bits of DNA or other biological methods. They considered testing as invasive to the cultural and religious dimension of these materials. The tribes were protective about the materials, with very good reasons. But ironically, in this case, they were not informed that the testing could protect us.

It is a dilemma: From a cultural perspective any testing conducted on these materials is problematic. For us to touch somebody’s personal religious item is very invasive. But if you don’t test the items you don’t know if they hold a risk. It takes a generation to change the attitudes towards this question. My elders didn’t want to talk about contamination and repatriation because they assumed that none of these objects should be in museums, and as a consequence, contamination should never have happened. They would have said, let it go;

they wouldn't argue about things. Only slowly over time they started to recognize that we do need to talk about it. It is like a family secret about something traumatic that happened. Everybody deals with it, but don't talk about it. But we know that talking heals.

Now, through the process, we have slowly changed and are more open to testing. Not about verifications of any kind on the behalf of cultural practices: We know what we believe! We don't need science to tell us. In this realm, material testing is invading our space of cultural practice and sacredness. But in the case of testing for toxicity, not our cultural beliefs are at stake, but our safety. We want to know whether touching an item is safe for the members of the community. Now, we do not touch anything unless we know it is safe.



On Arkansas River in Colorado, Bureau of Land Management, Burial site on federal property. While the federal agency refused the status of a protected site, Jimmy Arterberry and his colleagues could negotiate a signage identifying the place as a burial site. Annette Arkeketa: *Muh-duu' Kee: Put Them Back*, Hokte Productions 2004, Filmstill.

LA: Your description clearly shows that the difficult question that raises the testing of objects for toxicity is more broadly related to the invasive character of keeping them at the museums. The chemical dimension would thus be only one aspect of the toxic consequences of the museum conservation?

JA: Let me tell you a story. Let's say my grandfather was a great religious leader, who passed his knowledge to me, to carry on the tradition. He granted me the knowledge and the practice, in a very serious, ceremonial way, not to pass it around. If this knowledge and matter gets

passed around, with people touching and looking at it, you can consider this a form of a rape: We are speaking about items that have been stolen or taken against your will, that are intimately related to our sacred being, and any kind of manipulation is very invasive. We don't want to touch these items, we do not want them to be touched, and we do not need to do so. But unfortunately not everybody holds that to be true, even today. The lack of knowledge is still enormous. More education on the subject should be given. We need people to understand our cultural situation, and respect our history.

LA: There is a broad discussion about repairing through repatriations going on these days. Do you see that museums recognize their violent history and adapt their practices?

JA: When I went on June 4, 2002 to Washington DC to testify at the hearing before the Committee on Indian Affairs of the United States Senate², my aunt told me to make clear in my speech that the settler society has forever changed our traditions that can never be replaced or repaired. It has forever changed our cultures! The damage is permanent, now the question is where do we go from here. We are forced to change, this cannot fix the damage done: We have to learn how to deal with this.

If our ancestors had not accepted changes, even painful, we wouldn't be here today. The current situation has evolved. It is crucial that change comes from the community itself, it cannot be imposed. Fortunately, our people are better understanding these matters today and attempting to address such issues.

LA: Did you experience situations in which communities didn't want to take back items?

JA: Yes. In situations that would burden too heavily their communities, many tribal leaders decide to leave remains and cultural material at the museum. At the time when I was working on repatriation, we were concentrated on human remains. The person in charge now for NAGPRA for the Comanche tribe at present told me that repatriated items are transferred to our tribal museum. This raises difficult questions, as they cannot be on display there, neither. We cannot apply double standards. They shouldn't be shown at all, not even at our own museums. Shall we keep them in archives? Or rebury them? My opinion is that they should be reburied. But this is complex too, as people know the burial places, and there is a risk that they are going to dig them up again. Some of the buried remains are resurfacing which is very disturbing. If a chemical treatment touches a ceremonial item, it creates an additional burden and a risk for the tribe.

We can address Washington and remind the federal government of its responsibility to carry the burden of care for the items. Every tribe has to decide if they want to get things back or prefer that they stay at the museums. I think that some of the items that should be with us but do not qualify for repatriation under NAGPRA, should be kept in the archives, and all of our people should have the right to permanent access, to learn from the item, educate with it, be in touch. But the financial burden should be federal. We are citizens not only of our Tribal Nation, but also of the US; we pay taxes like everybody else, this is a federal government's responsibility. These decisions are far from simple: Every tribe has a different position on this. These complex issues will be here long after we are gone; this is here forever.

LA: Do tribes always carry claims individually, or do you establish alliances and collaborations?

JA: Yes, many claims are carried collaboratively. In the South West, human remains often integrated the museums in the same time frame. Most tribes are opposed to DNA testing. So we form alliances and organize what we call inner-tribal repatriation. Collectively with approximately twenty nations, we request the remains that are repatriable under NAGPRA. Sometimes a tribe takes the lead, and we support that claim, because we know they will bring the remains back. Sometimes we do not know if these people belong to a specific tribe because of the lack of information, but we know they are native. We want these people to be put back! To us this is not about ownership, if they came from our territories, then we work together to respect and honor the past. We come together and want to respect the dead and put them down.

When it comes to Comanche material, I would only hand in a claim if I am sure about the case. I will take the lead when we can make a fact-based claim. Otherwise we work with other tribes and let them take the lead. We are individual autonomous nations, even if we have sister tribes. Each tribal entity has to figure out what fits to their process. Obviously, not all tribes have the same position on this.



Emerson Niyah (Jimmy Arterberry's grandfather) and Fred Ticeahkie (Comanche) at Elm Springs, Camp Meeting early 1900's, Oklahoma.
Annette Arkeketa: *Muh-duu' Kee: Put Them Back*, Hokte Productions 2004, Filmstill.

LA: Are there any turning points that you can identify in the way museums dealt with repatriation claims?

JA: In my personal history, the consultation at the University of Colorado Boulder was a tough process. It was one of the institutions that resisted very strongly the claim. They didn't want to let the remains go. It took close to a decade to achieve the repatriation. The question of ownership and toxicity became important at that moment for me.

During that time, my Otoe-sister Annette Arkeketa (of the Otoe-Missouria tribe of Oklahoma) made a film called: “*Muh-Du Kee: Put Them Back*” (2004, app. 60 min), a documentary that follows me through the consultation process with Colorado state and federal institutions to repatriate the remains of Comanche people. This documentary expresses my views of grave protection and repatriation in the frame of NAGPRA, brings in the views of archaeologists, discussed different policies, and possible solutions. It was back then, in Colorado that I realized that my sickly feelings are related to the materials that were treated for preservation.

LA: You are also exercising as an artist. Could you tell me a bit more about this work?

JA: I do traditional artwork and contemporary art, reaching from baby moccasins to oil paintings, leather work, woodwork.... I have a few pieces in collections around the globe. But this is not my career; I don't make art to sell for a living. I produce art for personal and community preservation as well as for the continuation of cultural tradition. My art is about personal preservation of cultural activities; it is about transmission between generations, the continuum of our cultural practices. I am interested in telling my story in the form of art so that future generations can inherit this.

The interview was conducted on 26 March 2021. Many thanks to Jimmy Arterberry, and to Jacquetta Swift, Repatriation Manager at the Smithsonian Institution, National Museum of the American Indian and Siska Genbrugge, AfricaMuseum, Tervuren, for their generous insights and for establishing the contact.

NOTES

1 Native American Grave Protection Act, Subpart C, §10.10 Repatriation, <https://www.ecfr.gov/cgi-bin/retrieveECFR?gp=&SID=e3a07b25434974d4d8adfcee1bc6d1c&mc=true&n=pt43.1.10&r=PART&ty=HTML#se43.1.10.110>.

2 The hearing took place during the 107th Congress, in the second section that was dedicated to the protection of Native American sacred places as they are affected by the department of defense undertakings.

Jimmy Arterberry is the former Tribal Historic Preservation Officer of the Comanche Nation and Native American Graves Protection and Repatriation Act representative (1999 – 2015) and the Comanche Nation Tribal Administrator (2015 – 2019). He is an enrolled member of the Comanche Nation, and is recognized as a Native American leader, scholar and educator whose commitment to historic preservation is nationally known. In 1999, Mr. Arterberry began his career in historic preservation as a consultant for the Comanche Nation, performing a Traditional Cultural Property Survey on Fort Sill Military Installation, Oklahoma. Subsequently he was hired as the Environmental Programs Director. He reviewed

and monitored environmental projects in accordance with all applicable federal, state, county and city environmental codes and ordinances. Mr. Arterberry also provided technical oversight and direction of the Underground Storage Tank program (UST) responding to spills of hazardous waste or materials; reviewed proper clean-up and disposal procedures at sites located on federal trust and tribally owned lands for hazardous, toxic, solid waste and pollution abatement, and enforced regulatory notification procedures. In 2004, Mr. Arterberry became the executive-delegated point-of-contact for consultation with state agencies and “government-to-government” consultation with federal agencies, aiding in the development of various agreements regarding the treatment of cultural resources. Mr. Arterberry’s nomination of the Comanche Indian Mission Cemetery, Fort Sill, Oklahoma, to the National Register of Historic Places was officially listed in 2013.

***Annette Arkeketa** is a member of the Otoe-Missouria Tribe of Oklahoma and is also Muscogee Creek. She is an independent documentary filmmaker and owner of Hokte Productions. Hokte Productions is the creator of documentaries that feature indigenous leaders, artists, tribal communities, social activism and popular culture.*